

FEA BTP SPM



La passion de construire

Monsieur Henri JEAN
Préfet de Saint-Pierre et Miquelon
Place lieutenant-Colonel Pigeaud
B.P. 4200
97500 SAINT-PIERRE

Saint-Pierre, le 26 avril 2016

Nos réf : RH/AU-16-002

Objet : Investissements structurants

Monsieur le Préfet,

Je tenais à vous alerter ainsi que les donneurs d'ordre locaux des difficultés que rencontre le BTP sur le territoire.

Nous avons à maintes reprises dénoncé la lenteur de la mise en œuvre des financements pour les ouvrages structurants.

L'insuffisance des crédits qui ont été portés au dernier Contrat de Développement Etat Collectivité conduira à la déchéance du secteur. Issue prévisible si rien n'est entrepris dans les prochains mois pour recentrer l'investissement public sur **les besoins immédiats du territoire et des Collectivités.**

Certains de ces besoins sont aujourd'hui identifiés, nous les avons fait remonter à **plusieurs reprises à l'Etat** et aux Pouvoirs publics.

Aujourd'hui, c'est principalement tout **un réseau routier défaillant et complètement dénaturé** qui fait défaut de même que l'eau et l'assainissement réalisés à peine à hauteur de 50 % depuis 40 ans !

Dans un environnement où **l'attractivité d'un si petit territoire devrait être une priorité** pour le développement, nous nous interrogeons sur la finalité de la politique publique d'investissement qui connaît un recul sans précédent.

Au cours de ces dernières années, **c'est plus 25 % de nos d'entreprises et d'artisans qui ont disparu.** Nous tentons de maintenir nos entreprises en mode survie, mais celles-ci font face à un manque de trésorerie constant qui affaiblit leur structure et les rend inopérantes.

Les derniers évènements ont montré la faiblesse à laquelle est confronté le tissu économique local ; une TPE employant une quinzaine de salariés vient de disparaître ; **d'autres sociétés sont également touchées par la situation actuelle.**

Je tenais à vous rappeler ici toute l'importance que revêtent le bâtiment et des travaux publics sur l'Archipel qui constituent encore un secteur qui **emploie 11 % de la population active, ce qui représente 28 % du secteur privé.**

On ne peut plus accepter à la fois de se faire **déposséder de son environnement économique comme en 1992** et d'un autre côté, entendre des encouragements pour quitter le Territoire vers le Canada.

C'est ici, sur l'Archipel, que les choses doivent se faire et c'est aussi ici que nos jeunes et nos étudiants devraient pouvoir vivre et revenir s'ils le souhaitent.

Nous sommes convaincus que le secteur du BTP a de l'avenir devant lui car tout reste à faire pour **redynamiser, créer de l'activité et mettre à jour ce qui n'a jamais pu l'être**, mais pour que ces conditions soient réunies, il nous faut un engagement public d'envergure.

Certes, des porteurs de projets privés s'inscrivent dans la volonté d'aller de l'avant, **tel le projet de Hub Maritime en cours d'étude**, mais cela ne sera pas suffisant sans accompagnement fort ; nous ne pouvons pas être à la fois des moteurs économiques et faire certaines tâches qui incomberaient à d'autres.

Il convient de savoir que la dégradation de la conjoncture économique s'est accélérée, ce qui conduira à l'effondrement de toute une profession si rien ne se met en marche rapidement. Déjà **doublément pénalisés par notre insularité**, loin de la **fréquentation annuelle du port par les 1.100 navires français et étrangers des années 70**, l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada viendra-t-il sacrifier définitivement l'Archipel ?

En complément de l'Observatoire de la commande publique qui se réunit deux fois par an, nous pensons qu'il serait utile d'étudier la mise en place d'un Haut Comité de la commande publique en raison du poids important que représente ce secteur moteur, de l'économie locale.

Notre Fédération tenait à vous rappeler l'impérieuse nécessité que soit programmés suffisant tôt les **financements** nécessaires à la **mise à niveaux réelle du territoire**, afin que nos entreprises puissent mettre leurs énergies dans l'**attractivité**, dans le **développement** du Pays.

Ni la Profession, ni la Population, ni le Tourisme ne peuvent accepter que se réalisent des travaux au compte-gouttes qui durent des **éternités par manque de financements**, qui se traduisent par une déchéance du Territoire. Nos entreprises veulent de la lisibilité, nos salariés veulent de l'activité,

Nous souhaiterions que se réunisse dès que possible l'observatoire de la commande publique, afin de faire un point sur le financement et la programmation de l'activité.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'expression de ma haute considération.

Le Président,
Roger HELENE



Copie : M. Stéphane ARTANO, Président de la Collectivité Territoriale
Mme Karine CLAIREAUX, Sénateur-Maire
M. Stéphane CLAIREAUX, Député
M. Yannick CAMBRAY, Conseiller Economique